

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 03/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPMR**

Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes - BP52  
83481 Puget-sur-Argens

Références : [D-UD83-2025-0553](#)

Code AIOT : 0006400247

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SPMR implanté Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En 2024, l'inspection de l'environnement a effectué une visite d'inspection du site SPMR de Puget-sur-Argens sur le thème de la gestion des risques accidentels. Suite à cette inspection l'étude de dangers du site devait être mise à jour sous 6 mois ; ce qu'a fait SPMR. Cette nouvelle visite d'inspection avait pour objectif de valider la compatibilité du site avec son environnement, notamment au regard des probabilités des accidents majeurs retenus.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPMR
- Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens
- Code AIOT : 0006400247

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPMR (Société du Pipeline Méditerranée Rhône) exploite un terminal de livraison d'hydrocarbures. La vocation de ce site est la distribution de carburants transportés depuis la zone de l'Etang de Berre par un pipeline à destination du dépôt pétrolier DPCA de Puget Sur Argens.

Les installations principales du terminal sont constituées de réservoirs de stockage de liquides inflammables .

La société TRAPIL assure, pour le compte de SPMR, l'exploitation, la maintenance, la surveillance et la sécurité du terminal et du réseau via un contrat de prestation de gestion industrielle.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 2.6	Sans objet
2	Probabilité des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nouvelle version de l'étude des dangers (EDD) du site, transmise à l'inspection de l'environnement en juillet 2025 a pris en compte les corrections concernant les probabilités des accidents majeurs retenus, notamment en ajoutant les effets dominos. Cependant, cette EDD comporte une nouvelle mesure de maîtrise des risques (MMR) qui n'est pas valorisable. L'inspection de l'environnement a recalculé les probabilités des accidents majeurs en supprimant cette MMR et le site reste compatible avec son environnement d'après les règles usuelles d'acceptation du risque appliquées dans les EDD. Postérieurement à l'inspection, SPMR a recalculé ces probabilités et conclut également que le site reste compatible avec son environnement. Cela a été confirmé à l'inspection de l'environnement par mail du 21 novembre 2025.

La nouvelle version du plan d'opération interne transmise en juillet 2025 à l'inspection de l'environnement prend en compte la dernière version de l'EDD.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan d'opération interne, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'inspection des installations classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>Le plan d'opération interne est remis à jour régulièrement. Les modifications seront adressées aux services concernés.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I. devra être disponible en permanence au bureau de garde et en salle de</p>

contrôle.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 01/08/2024, l'inspection de l'environnement avait effectué une visite d'inspection du site SPMR de Puget-sur-Argens sur le thème de la gestion des risques accidentels. Lors de cette inspection, il avait été noté que le plan d'opération interne (POI) du site n'avait pas été mis à jour suite à la mise à jour de l'étude de dangers.</p> <p>SPMR devait mettre à jour le POI et le transmettre à l'inspection de l'environnement sous 6 mois à partir de la signature du rapport d'inspection. SPMR a transmis la mise à jour du POI le 11 juillet 2025. L'inspection de l'environnement n'a pas de remarque sur la mise à jour du POI qui relève de la responsabilité de SPMR.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Probabilité des accidents majeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Probabilité des accidents majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.</p> <p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 01/08/2024, l'inspection de l'environnement avait effectué une visite d'inspection du site SPMR de Puget-sur-Argens sur le thème de la gestion des risques accidentels. Lors de cette inspection, il avait été noté que les probabilités des accidents majeurs étaient erronées dans l'étude des dangers pour deux raisons. Premièrement, les effets dominos n'avaient pas été comptabilisés. Deuxièmement, une mesure de maîtrise des risques n'était pas pertinente sur deux scénarios. SPMR devait mettre à jour son étude de dangers et la transmettre à l'inspection de l'environnement 6 mois maximum après la signature du rapport d'inspection.</p> <p>SPMR a transmis la nouvelle étude des dangers le 11 juillet 2025. Il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la MMR susmentionnée a bien été supprimée ;</li> <li>les effets dominos ont été ajoutés dans les probabilités des accidents majeurs ;</li> <li>une nouvelle MMR a été ajoutée. Elle se base sur le plan de modernisation des installations industrielles (PMII), ainsi que sur la surveillance des bacs à l'arrêt/vanne fermée et la balance de ligne avant/après remplissage des bacs.</li> </ul> <p>Concernant la nouvelle MMR, celle-ci n'est pas valorisable car le calcul des probabilités des</p>

accidents majeurs utilise comme point de départ des probabilités génériques qui prennent déjà en compte le PMII. Les deux autres aspects de la MMR (surveillance des bacs à l'arrêt et balance de ligne avant/après remplissage) permettent de détecter d'éventuelles fuites mais pas de les réduire. L'inspection de l'environnement a recalculé les probabilités des accidents majeurs en supprimant cette MMR et le site reste compatible avec son environnement d'après les règles usuelles appliquées aux études de dangers. Par mail du 21/11/25, SPMR a également recalculé ces probabilités et conclut que le site reste compatible avec son environnement.

L'inspection n'a plus de remarque concernant les probabilités des accidents majeurs de l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Sans suite